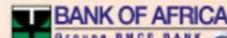




BOA Express

TRANSFERT D'ARGENT RAPIDE ET SÉCURISÉ EN UEMOA*



* sauf en Côte d'Ivoire

Bonne année 2019

LE MEDIUM

Hebdomadaire d'Informations #
Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0324 du 15 au 21 Janvier 2019- Prix : 250 F CFA

ASSEMBLÉE NATIONALE / NOUVEAU RÈGLEMENT INTÉRIEUR :

Proposition de 12 mois renouvelables à la Présidence

P.5



Une vue des parlementaires
(Photo archives)

POLITIQUE-COALITION DES 14 PARTIS :



Mme Brigitte Adjamagbo-Johnson,
Coordinatrice de la C14

Un nid de contradictions, de mensonges et de promesses démagogiques

P.3

ENERGIE RENOUVELABLE : Le Togo retenu pour le 6^e cycle de financement de l'IRENA avec un prêt de 15 Millions de dollars

P.4



Marc Ably-Bidamon, ministre des Mines et de l'Energie

POLITIQUE :

Tikpi Atchadam : "La crise reste entière et intacte (...) Donner à la lutte, ce qui lui manque"

P.5



Salifou Tikpi Atchadam, président du PNP

ECONOMIE :

L'OTR en mode explication du nouveau Code général des impôts

P.2

EmploiTogo.com

Des annonces, des offres d'emploi, une banque de Cvs, des formations.

Journalemploi.com Tel 22 20 05 53

Météo

Mardi 15 Janvier 2019

Matin:

Ciel serein

32°C

Après-midi:

Ciel serein

26°C



La Banque Autrement
www.corisbank.tg



Bonne Année
2019



EDITO

De la considération pour la personne humaine

Lorsqu'on est dans une société d'humains, de réfléchis et de consciencieux, il est des actes que l'on doit essentiellement éviter de poser.

Ne pas considérer la personne humaine, rime avec une mauvaise appréhension de l'existence humaine. Nous ne sommes rien sur cette Terre. Et pourtant, nous nous égouillons pour rien du tout comme si nous nous sommes donnés la vie.

En ayant du respect et de la considération pour autrui, nous nous valorisons et démontrons que nous avons compris que la personne humaine est la plus précieuse des richesses.

Vivement de l'Humanisme dans nos actes.

Crédo TETTEH



Récépissé

N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC

Adresse :

893, rue 19 Saint Joseph
01 BP : 450 Lomé
Tél : +228 91538081

Courriel : lemedium2013@yahoo.fr
Maison de la Presse, Casier N° 78
N°RCCM : TG-LOM 2015A6516
NIF : 1000480972
N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur de la Publication :

CRÉDO ADJÉ K. TETTEH

Directeur de la Rédaction :

Ali SAMBA

Rédaction :

Crédo TETTEH

Ali SAMBA

Infographie : JPB

Impression : ST Louis,

Doulassamé-LOME Tél : 22 22 10 45

Tirage : 2.500 exemplaires

Distribution : Dodo Abalo (90 975256)

ECONOMIE : L'OTR en mode explication du nouveau code général des impôts

L'Office Togolaise des Recettes (OTR) était face à la presse hier pour faire connaître aux hommes et femmes des médias le nouveau code général des impôts pour qu'ils s'imprègnent de la chose fiscale afin de bien faire la restitution aux contribuables.

L'OTR indique que le nouveau code général des impôts comporte d'importantes innovations compte tenu des orientations économiques définies par le gouvernement ; notamment la mise en place d'une fiscalité basée sur un système déclaratif simplifié à l'égard des petites et moyennes entreprises locales.

Pour Kodzo Adedze, le commissaire général de l'OTR, ce nouveau code d'impôt prône la facilitation des échanges (...) "cette innovation ce n'est pas contre vous (les entreprises) mais c'est pour que nous allions tous de l'avant", a-t-il déclaré à l'endroit des opérateurs économiques.

Cette réforme initiée par les plus Hautes Autorités du pays s'articule autour de 5 points essentiels comme la rationalisation de la structure du système fiscal ; la modernisation par l'intégration des bonnes pratiques ; l'accompagnement des PME/PMI ; l'élargissement de l'assiette fiscale et la scission CGI & livre des procédures fiscales.

Selon l'OTR, au niveau de la rationalisation du fiscal, on constate une augmentation de l'abattement forfaitaire pour charge de famille qui se situe entre 6000f à 10000f cfa



Adédzé Kodzo, Commissaire Général de l'OTR

; la suppression de la notion de foyer fiscal ; la désignation concertée de la personne ayant la charge des enfants ; l'institution d'un minimum de perception de 3000f cfa par an sur les revenus d'emploi.

En ce qui concerne l'accompa-

gnement des PME /PMI, il y a le réaménagement des faveurs fiscales pour les contribuables relevant des centres de gestion agréés (CGA) mais aussi d'autres structures publiques d'encadrement du secteur informel. A ce niveau, on a deux

cas.

Les redevables de la TPU adhérent des CGA : réduction de 40% de leur imposition pendant 4 ans

Les entrepreneurs non adhérents aux CGA mais appartenant à une structure publique d'encadrement et de promotion du secteur informel (DOSI, ANADEB), cela donne une réduction de 40% au titre de l'impôt synthétique pendant 2 ans.

Selon l'Art 172-212&300 -642 du code général des impôts, la TVA est désormais à un taux unique de 18%. Il est créé un compte séquestre dédié au remboursement des crédits de TVA (innovation destinée à soutenir la trésorerie des grandes entreprises). Ce compte est alimenté par des prélèvements sur les recettes de la TVA et pour sécuriser les remboursements en matière de la TVA.

Dodo ABALO

ENVIRONNEMENT :

Plus de 145 millions de FCFA du PNUD à 7 organisations de la société civile

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a accordé des subventions de plus de 145 millions de francs CFA à sept organisations de la société civile pour la mise en œuvre des projets communautaires de protection et de gestion durable de l'environnement dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de Micro Financements du Fonds pour l'Environnement Mondial (PMF/FEM).

Les documents ont été paraphés entre le représentant résident du PNUD Mactar Fall et les représentants des sept organisations de la société civile en présence du directeur de cabinet du ministère de l'environnement et des ressources forestières, a constaté une journaliste de Savoir News.

Le PMF/FEM est un mécanisme financier qui vise à trouver des solutions locales aux problèmes environnementaux. Il est exclusivement réservé aux organisations de la société civile (Ong, associations de développement, organisations communautaires de base), auxquelles il apporte des appuis techniques et financiers pour l'exécution des projets communautaires innovants en matière de gestion durables des ressources naturelles et de protection de l'environnement.

Les enveloppes financières sont comprises entre 15 et 26 millions pour chaque projet. Les fonds sont octroyés à six Ongs et un Comité Villageois de Développement (CVD) répartis sur toute l'étendue du territoire, pour l'exécution de leurs projets communautaires.

Ainsi, deux projets seront exécutés dans la région des savanes, une dans la région de la Kara, une dans la région centrale, une dans les plateaux, une dans la maritime et une sur le plan national.

"La cérémonie qui nous réunit ce jour devient pour nous, un rituel que nous faisons chaque année. Le PNUD démarre un nouveau cycle de 5 ans pour la période 2019-2023 et l'environnement reste encore une

priorité sur lequel nous allons continuer avec la société civile pour que dans les 5 prochaines années, nous puissions encore relever plus de défis. Car, c'est à nous de créer aujourd'hui des conditions pour pouvoir faire face aux changements climatiques", a déclaré M. Fall.

Dans la région des savanes et plus précisément sur la Cuesta de Bombouaka, les deux projets retenus seront exécutés à Kpendjal/ouest et à Tandjouraré. Le Réseau des Femmes et Développement des Savanes (REFEDS) aura à exécuter à Kpendjal/Ouest, le projet "Diffusion des techniques améliorées de carbonisation et création des forêts communautaires dans le canton de Nayéka". Ledit projet vise à vulgariser la meule casamançaise auprès des groupements de carbonisatrices de la localité en vue d'économiser l'utilisation de bois dans la fabrication de charbon de bois et en parallèle, amener les 3 groupements de carbonisatrices à la création des forêts communautaires tout en finançant des activités génératrices de revenus (AGR) de reconversion des carbonisatrices.

"Notre projet vise à amener les femmes à utiliser une nouvelle technique de carbonisation par rapport à l'utilisation de la meule traditionnelle. Cette nouvelle meule appelée la meule casamançaise est plus améliorée, plus rentable. Le deuxième aspect du projet, c'est d'amener les femmes à créer des forêts communautaires qui leur permettront de couper leurs propres arbres au lieu

Suite à la page 4

Togoentrepotarchive.com

Togo Entrepôt Archives est une société qui offre les services suivants :

Stockage des archives - Audit - Numérisation - Incinération des archives

Nous disposons d'une équipe pour réorganiser vos archives et des locaux pour externaliser vos archives

Notre ambition :

Donner la possibilité à nos clients de réaliser des économies mais surtout de préserver la mémoire de leur entreprise.

Nous disposons d'une équipe pour classer vos archives, les numériser et les incinérer.

Tél : 22 20 05 53

Cél : 91 06 88 07/

93 54 72 00

TogoMac.com

TogoMac est l'unique centre des produits Apple au Togo. Nous sommes spécialisés dans les produits Apple.

Nous apportons conseils, assistance, formation, installation, dépannage et configuration de votre iMac, MacBook Pro, MacBook, Mac Pro, Time Capsule,

AirPort Extreme, iPad, iPhone... Nous disposons des macbook pro/macbook air à vendre.

Nous joindre rapidement-apple@sogesti.net Tel 22 20 05 53 - 91 06 88 07

Nous sommes situés en face de CNSS - Palais des congrès www.togomac.com

Revendeur des logiciels Sage

Nous sommes partenaires Sage au Togo/Benin. Nous vous offrons des logiciels Sage moins chers avec installation et formation. Consulter notre site web - Tel.: 22 19 23 62 - 22 20 05 53 - Cel.: (00228) 91 06 88 07 www.sogesti.net ; info@sogesti.net

TogoAnnonce.com

Le site web des annonces le plus visité. Consulter toutes les annonces Immobilier- Véhicules-Formations-Emplois- www.togoannonce.com

Imprimerie-Sérigraphie-Tampons-Reliure
(Tous travaux d'impression)
Adresse 141, Angle Rue LANDJO (Tokoin Tamé)
A coté du commissariat du 5ème arrondissement
BP : 5022 Lomé Togo
Tél : +228 22 61 46 08 / 23 38 54 11
Fax : +228 22 26 06 02
Cel : +228 90 15 98 06/98 10 33 08
Email : togoexpress07@yahoo.fr

POLITIQUE-COALITION DES 14 PARTIS : Un nid de contradictions, de mensonges et de promesses démagogiques

S'il est un regroupement politique de circonstance de l'opposition qui n'a cessé de défrayer, négativement, la chronique, c'est bien la Coalition des 14 Partis de l'opposition (C14) coordonnée par Mme Brigitte Adjamagbo-Johnson.

Inconséquente à tous points de vue, la C14 est aujourd'hui la risée du monde politique togolais et surtout des autres composantes de la classe de l'opposition.

Par Crédo TETTEH

Croyant accéder au pouvoir par la rue, la Coalition des 14 Partis de l'Opposition a brillé par sa mauvaise lecture du jeu politique et par son égo surdimensionné. Cette Coalition d'Hommes d'Affaires Politiques n'a pas su du tout combler les attentes ou les espoirs de leurs militants qui croyaient encore, il fut un moment, en la capacité de ses leaders politiques à obtenir des résultats probants.

Spécialistes de promesses démagogiques, les leaders de la C14 depuis le mois d'août 2018 ont végété dans l'amateurisme, le manque de vision et de stratégies politiques. C'est tout à fait normal qu'en l'absence d'une vision qu'on ne puisse s'assigner une mission claire devant induire des stratégies d'actions. Ce qui est grave et lamentable si on considère les énergies gâchées dans des calculs politiques surréalistes, comme si le Bon Dieu se définissait dans la cour de la Coalition.

Dans un autre registre, vu l'accumulation des échecs durant le parcours d'août 2017 à décembre 2018, la Coalition des 14 Partis a plutôt et longuement péché par l'égoïsme et la spécialisation en mensonges de ses leaders. Ils n'ont pas du tout eu le courage de poser les problèmes comme ils sont à leurs militants qui dans la plupart du cas n'ont pas conscience de ce qu'on appelle "le principe de redevabilité". Sachant avoir affaire à des militants qui ne font que les suivre, sans analystes adéquates de la vie socio-politique togolaise, les Leaders de la C14 ont vite fait de tomber dans le piège du populisme, qui les a carrément engloutis et leurs actions politiques avec.

Boycott ou non des Législatives du 20 décembre, le nid de contradictions

Interpellée sur la stratégie de boycott des Législatives du 20



Mme Brigitte Adjamagbo-Johnson, coordinatrice de la C14



Jean Kissi, ancien député du CAR

décembre dernier, la Coalition des 14 Partis par la voix de sa coordinatrice a de tout temps nié s'inscrire dans cette logique. Il nous en souvient que Mme Brigitte Adjamagbo-Johnson a publiquement rejeté le boycott par sa coalition du processus. Nous faisons ici économie de leurs appels lancés aux militants afin de ne pas se faire recenser et surtout de promettre monts et vallées sur la non-tenue des dites élections.

Allant jusqu'à brandir les capacités de la C14 à empêcher par tous les moyens l'effectivité des élections du 20 décembre 2018. La suite, nous la connaissons tous. Tous les observateurs internationaux notamment de l'Union africaine et de la Cédéao, ont salué la bonne tenue de ces législatives, des élections "libres et transparentes", conformément à leur feuille de route pour une sortie de crise au Togo.

Si d'un côté Mme Brigitte Adjamagbo-Johnson, la Coordinatrice de la C14 nie n'avoir pas boycotté les Législatives, Me Paul Dodji APEVON fait preuve de retenue et de courage en reconnaissant le boycott de ces élections dans une nuance digne d'un Avocat qu'il est : "Le boycott nous a été imposé par les circonstances car nous n'avons pas manifesté durant plus d'une année pour finalement décider de ne pas aller aux élections..." a affirmé Me APEVON à nos confrères de Kamgou.info.

Pour Me Paul Dodji Apévon, Avocat au Barreau de Lomé, Président National du parti politique Forces Démocratiques pour la République (F.D.R.) et membre de la C14, le boycott leur a été imposé par les circonstances car " nous n'avons pas manifesté durant plus d'une année pour finalement décider de ne pas aller aux élections.

Notre ambition était de gagner les élections législatives pour aborder plus sereinement l'élection présidentielle de 2020 ". Et de poursuivre comme un confessionnal : " **Malheureusement, le pouvoir en place, comme il en a coutume, a utilisé toutes sortes de manœuvres pour organiser seul et dans l'opacité totale les élections. Nous n'avons eu d'autres choix que d'appeler au boycott de ces élections** ".

Aujourd'hui, avec tout ce lot d'échecs, la C14 croit toujours en une alternance. Pour Mme Adjamagbo-Johnson, elle " **interviendra au Togo au plus tard en 2020** " soulignant dimanche sur Radio Pyramide FM que le regroupement de partis qu'elle dirige "est toujours en bonne position".

Divorce consommé entre la C14 et le MCD

Abordant la brouille entre la coalition et Me Mouhamed Tchassona Traoré, président du Mouvement citoyen pour la démocratie et le développement (MCD), Mme Brigitte Adjamagbo-Johnson parle de "dissensions artificielles".

"A la +C14+, nous ne voulons pas nous laisser divertir. Nous ne voulons pas perdre notre temps à régler des problèmes de dissensions artificielles, alors que nous avons des tâches essentielles à conduire pour arriver à l'alternance", a-t-elle répondu avant de conclure: "C'est un débat qui pour nous, n'a aucun intérêt".

"Je ne suis plus membre de la coalition et j'assume. Mes collègues de la coalition ont créé une situation ingérable. Ils doivent maintenant tirer les conséquences", a lancé le président du MCD.

Selon ce dernier, les ponts sont rompus entre ce regroupement et son parti depuis le 16

novembre dernier, au lendemain de sa sortie invitant les populations à se faire recenser (la veille des élections législatives du 20 décembre), position contraire à celle de la coalition.

A en croire Me Mouhamed Tchassona, les membres de la coalition avaient annoncé des "sanctions" à son encontre et ils les ont mises habilement en exécution.

"Ils ont annoncé des +sanctions+. Ensuite, j'ai été convoqué par la coalition. Je ne me suis pas présenté, car je ne sais pas de quel droit, dispose la coalition pour me convoquer, mais j'ai répondu à travers un courrier. Je n'ai pas reçu de réponse. Contre toute attente, ils ont retiré mon contact et celui de mon collaborateur de la plateforme de la coalition pour nous priver de toutes les informations", a-t-il expliqué à nos confrères de l'Agence Savoir News.

Depuis lors, plus de contact avec les autres membres de ce regroupement, a dénoncé Me Mouhamed Tchassona, avant de se demander : "mais pourquoi le nom de mon parti figure encore sur les communiqués de la coalition?".

"C'est à se demander sur quelle base juridique, une coalition sans règlement intérieur prévoyant des mesures disciplinaires et des sanctions, peut-elle convoquer un parti membre pour se faire condamner à des sanctions, pour cause de divergences de points de vue sur une question engageant la vie de la nation et essentielle pour nos populations dont la carte d'électeur constitue un instrument d'expression de leur citoyenneté et un commencement de preuve pour ceux, nombreux, qui n'ont pas de pièce d'identité", a ajouté le président du MCD.



POLITIQUE : DANS L'ATTENTE DU NOUVEAU GOUVERNEMENT

Le nouveau gouvernement devrait être dévoilé dans une dizaine de jours. Rien n'a filtré pour le moment sur sa composition, ni d'ailleurs sur le choix du Premier ministre. Une décision qui appartient au chef de l'Etat.

Les ministres sortants assurent les affaires courantes en attendant de savoir si ils seront toujours dans l'équipe à venir. Une certaine fébrilité est perceptible. Victorieux du scrutin législatif du 20 décembre dernier, le parti UNIR (majorité présidentielle) ne change pas de cap.

Le gouvernement qui sera constitué devrait poursuivre la politique menée depuis 2015 en faveur du développement. Il ne faut pas s'attendre à changement des fondamentaux.

Il n'y a pas de remise en cause des priorités que sont l'emploi, la lutte contre le chômage, la promotion de l'éducation ou l'offre de soins de santé de qualité.

L'équipe gouvernementale aura 18 mois pour afficher de bons résultats et montrer aux électeurs la pertinence de ses choix avant le grand rendez-vous électoral de mi-2020, celui de l'élection présidentielle.

Le seul véritablement décisif.

POLITIQUE : SANS ISSUE



Les dissensions au sein de la coalition de l'opposition apparaissent désormais au grand jour. Les responsables de ce regroupement d'une dizaine de partis et micro partis opposés au pouvoir ne sont plus sur la même longueur d'ondes.

Pour Fulbert Attisso, dirigeant de 'Togo Autrement', l'absence de stratégie de la coalition n'a pas permis de susciter une mobilisation populaire. Et cet opposant de se demander à quoi servent les marches. Réaction dimanche de Brigitte Adjamagbo-Johnson, coordinatrice de la coalition :

"Le collègue Attisso aurait pu faire ces propositions lors de nos réunions", a-t-elle déclaré.

On le constate, l'ambiance n'est pas à la fête chez les opposants qui à près avoir choisi l'option du boycott se retrouvent au bout d'une impasse sans possibilité de reculer.

Zozo

ECONOMIE : EXIGENCE DE TRANSPARENCE



L'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) est une coalition composée de gouvernements, d'entreprises, de groupes issus de la société civile, d'investisseurs et d'organisations internationales. Elle veille à une meilleure gouvernance dans les pays riches en ressources minières à travers la vérification et la publication complète des paiements effectués par les entreprises et des revenus perçus par les gouvernements provenant du pétrole, du gaz et des minerais.

Avec l'essor de l'activité minière, le Togo s'est engagé dans l'apprentissage des principes de transparence en adhérant à l'Initiative il y a 6 ans.

Il se doit de publier chaque année un rapport démontrant la mise en œuvre d'une véritable politique de transparence avec des effets éprouvés sur le quotidien des populations vivant proches des sites miniers.

Le dernier rapport rendu public concerne l'année... 2016. Un peu tardif sans doute, mais il a le mérite d'exister.

Sur la base des données reportées par l'Etat, les revenus générés par le secteur minier totalisent un montant de 13,611 milliards de Fcfa pour l'année 2016. Ce montant inclut les paiements encaissés directement dans les comptes budgétaires de l'Etat pour un montant de 13,500 milliards et les paiements sociaux (volontaires et obligatoires) encaissés par des tiers parties pour un montant de 0,111 milliards, indique le document. La part des revenus alloués directement au budget de l'Etat, et qui représente 99% du total des revenus du secteur, provient du secteur minier à hauteur de 82% et de l'exploitation des nappes souterraines (eau) à concurrence de 8%.

Le reste des revenus provient du secteur des carrières et de la commercialisation de l'or qui représentent tous les deux 10% des revenus budgétaires provenant du secteur extractif.

ECONOMIE : LES FEMMES FONT MARCHER LES HOMMES ET LE COMMERCE



Ravagé par un incendie il y a 6 ans, le grand marché de Lomé attend sa reconstruction.

Un projet est dans les cartons, reste à boucler le budget estimé à 22 milliards de Fcfa.

Le marché d'Adawlato, construit en 1968, est le poumon économique de la capitale. Depuis le sinistre, les revendeuses, qui ont reçu des indemnités, opèrent à partir de plusieurs sites aménagés à proximité. Mais l'esprit 'grand marché' doit être recrée à tout prix avec un bâtiment moderne et mieux adapté aux ventes de détail. Les études architecturales, environnementales sont bouclées. Reste à mobiliser les ressources financières. Les autorités s'y emploient.

Le Togo s'est tourné vers ses partenaires traditionnels, notamment, la BAD pour obtenir des aides.

Le ministère du Commerce s'est engagé à mener le projet à son terme dans les meilleurs délais.

ENERGIE RENOUVELABLE :

Le Togo retenu pour le 6^e cycle de financement de l'IRENA avec un prêt de 15 Millions de dollars

Un projet sur les énergies renouvelables, soumis par l'Agence Togolaise d'Électrification Rurale des Énergies Renouvelables (AT2ER), a été retenu par l'Agence Internationale pour les Énergies Renouvelables (IRENA) lors des travaux de la 9^{ème} Assemblée Générale à Abou Dhabi, aux Émirats Arabes Unis. Il s'agit de la construction d'une centrale solaire photovoltaïque raccordée au réseau de 30 MW. Le projet vise à fournir une énergie propre et fiable à environ 700.000 ménages et petites entreprises et à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 9 242 tonnes / an.



Marc Aby-Bidamon, ministre des Mines et de l'Énergie

L'IRENA a pour mandat de servir de centre mondial de coopération pour l'énergie renouvelable et l'échange d'informations entre ses membres. L'impact de l'innovation dans le secteur des énergies renouvelables, l'examen des moyens pour stimuler le déploiement des solutions idoines et les échanges d'expertises et d'expériences de chaque pays sont entre autres travaux inscrits à cette Assemblée Générale.

Le Togo a été représenté à ce rendez-vous par le Directeur général de l'énergie, Aboulaye Abbass. Il a relevé l'engagement du Togo dans la mise en œuvre des actions destinées à répondre aux besoins fondamentaux des populations surtout les plus vulnérables, tant en milieu rural que dans les zones urbaines et périurbaines. "Le gouvernement a entamé un ambitieux programme d'électrification qui a permis de porter le taux d'accès de 20% en 2010 à 40% en 2017 et qui vise l'accès pour tous aux services énergétiques d'ici 2030" a-t-il dit. On

indique au ministère en charge des mines qu'il a profité de cette tribune pour inviter l'IRENA et les partenaires techniques et financiers à venir investir et appuyer les projets du Togo pour l'atteinte des objectifs de l'Initiative "Énergie durable pour tous" (SE4ALL).

Faisant le point des actions qui ont été menées dans ce sens durant l'année dernière (2018), le ministre des mines et de l'énergie s'est dit satisfait des premières retombées de la mise en œuvre de la stratégie d'électrification lancée en juillet 2018 par le gouvernement dont le but visé est l'accès pour tous les Togolais à l'énergie d'ici à 2030.

Selon Aby Dédériwè Bidamon, plusieurs initiatives et projets ont été initiés et continuent d'être exécutés à travers le pays pour permettre au Togo d'être à l'agenda 2030 des Nations-Unies. Cet agenda préconise en son objectif 7 un accès universel aux sources d'énergie.

L'un des piliers centraux de cette vision est lié aux initiatives présiden-

tielles notamment le projet CIZO qui vise à terme l'électrification de plus de 2 millions des Togolais à partir des kits solaires individuels photovoltaïques. On note à cet effet des localités notamment Bavou, Assoukoko, Koutoun et Takpapiéni qui sont désormais éclairées.

En 2018, c'est près de 10.000 foyers qui ont eu recours aux services de la Société BBOX pour être électrifiés. L'Agence Togolaise d'Électrification Rurale des Énergies Renouvelables (AT2ER) continue les travaux du terrain dans le but d'augmenter le taux d'électrification rurale de 7% à 40% d'ici à 2020 et de fournir l'électricité à 300.000 ménages d'ici 5 ans soit 2 millions d'habitants et de créer 5 centres de formation spécialisés en énergie solaire dans les 5 régions du Togo.

Quant à la CEET, l'année 2018 a été plus que positive en termes de prévision sur les nouveaux clients. Sur une précision de 50 000 branchements, la CEET a enregistré en 2018 près de 65 000 nouveaux clients, soit

un bond de près 60%. Ce qui porte à 44,3% le taux d'accès à l'électricité au Togo en décembre 2018 contre 38,7% en 2017.

Notons qu'en 2017, la CEET avait enregistré au 31 décembre environ 40 000 nouveaux clients.

"En définitive, les chiffres de BBOX associés à ceux de la CEET portent à plus de 45% le taux d'accès à l'électricité au Togo. Ce qui démontre à suffisance que les autorités togolaises au premier rang desquelles le Chef de l'État, Faure Essozimna Gnassingbé œuvrent nuit et jour pour l'atteinte de l'accès à Tous les Togolais à l'énergie d'ici 2030" a laissé entendre le Ministre Marc Aby-Bidamon.

Pour dynamiser le secteur de l'énergie et assouvir un tant soit peu, les besoins de la population, la construction d'une nouvelle centrale thermique de 65 Mw à Lomé a été lancée. "Ce projet structurant et stratégique répond à la double volonté du Président Faure et du gouvernement de promouvoir l'économie nationale et de faire face à la demande sans cesse croissante en énergie électrique. Cette centrale sera donc au service du développement du Togo tout entier et permettra de fournir une énergie électrique additionnelle pour l'équivalent de 263.000 foyers togolais", a précisé le ministre.

Cette volonté du gouvernement, de relever le défi dans le secteur de l'énergie s'est encore manifestée en décembre 2018 quand le gouvernement a procédé au lancement officiel du projet d'électrification rurale phase 3 et phase 4. Ce projet concerne l'électrification de 300 localités à travers le pays, indique-t-on au ministère en charge de l'énergie.

ENVIRONNEMENT :

Plus de 145 millions de FCFA du PNUD à 7 organisations de la société civile

Suite de la page 2

de couper anarchiquement les arbres. Et le troisième aspect, c'est d'amener ces femmes à opter pour des AGR alternatives à la carbonisation", a précisé Mme Confort Kabisse Lamboni (coordonnatrice du REFEDS).

Le second projet qui sera exécuté dans la région des savanes plus précisément à Tandjouré par l'Union Régionale des Organisations de producteurs de céréales des savanes (UROPCS) est dénommé "Promotion de l'Agriculture durable dans les cantons de Doukpergou et Sissiék".

Le projet se résume en la diffusion d'un minimum de 05 pratiques agroécologiques auprès des producteurs membres des unions cantonales de producteurs de céréales tout en améliorant le taux de couverture des essences forestières, agroforestières et fruitières dans les deux cantons. Ce qui permettra de renforcer la résilience des bénéficiaires face aux changements climatiques par des appuis en AGR.

L'Ong Entreprises, Territoires et Développement (ETD) va s'attaquer dans la région de la Kara plus précisément dans la Binah, à la "diffusion de bonnes pratiques agroécologiques auprès des producteurs mem-



le Représentant du PNUD et un des bénéficiaires

bres de l'ESOP Pagouda, afin d'améliorer les techniques de protection et de réhabilitation des sols.

Le financement obtenu par le CVD Bago dans la région centrale, vise la valorisation de la forêt communautaire de Bago par l'écotourisme pour une meilleure compréhension de l'écotourisme.

Dans les plateaux, le Centre de Recherche Environnementale et d'action pour le Développement Durable (CREAD) va exécuter grâce à ce financement du FEM, le projet de création d'un arboretum d'essences locales menacées de disparition sur le plateau Akposso.

Dans la capitale togolaise, l'Ong Ecosystème Naturel Propre

(ENPRP) va renforcer les capacités en matière de tri et de compostage des déchets ménagers et contribuer à la vulgarisation de l'utilisation du compost produit auprès des producteurs agricoles de la région maritime.

"Nous avons cette année, un projet qui vise à former dans les 5 régions nationales les organisations paysannes soit au Togo 250 organisations sur ce que signifie la production agroécologique, la gestion durable des terres, et comment utiliser les intrants organiques pour améliorer les rendements agricoles", a indiqué Koffi Atri (coordonnateur national du PMF/FEM).

Il faut noter que le PMF/FEM a effectivement démarré au Togo en

décembre 2009. Il appuie et accompagne les initiatives communautaires de conservation et d'utilisation durable de la diversité biologique, la lutte contre les changements climatiques, la dégradation des terres et les polluants organiques persistants.

Cette 9^{ème} subvention porte l'enveloppe financière totale du PMF/FEM au Togo à plus de 1,5 milliards de francs CFA pour 94 projets réalisés.

"Globalement, la plupart des projets sont des réussites permettant de tester au niveau locales, des approches concrètes et innovantes en matière de conservation de la diversité biologique, de lutte contre les changements climatiques, de lutte contre la dégradation des terres et la désertification, la protection des eaux internationales, la lutte contre les produits chimiques et les déchets dangereux", a confié pour sa part le directeur de cabinet du ministère de l'environnement.

En rappel, le PMF/FEM a été initié en 1992 et financé par le FEM. Il est mis en œuvre par le PNUD, exécuté par l'UNOPS et opérationnel dans 122 pays. En 2010, à la fin de sa quatrième phase opérationnelle, le programme a financé plus de 14 000 projets communautaires.

Source : savoir news

ASSEMBLEE NATIONALE / NOUVEAU RÈGLEMENT INTÉRIEUR :

Proposition de 12 mois renouvelables à la Présidence

Les nouveaux députés élus le 20 décembre dernier ont repris leurs travaux de la session de plein droit hier avec l'adoption de la proposition du Règlement intérieur de l'Assemblée Nationale sous la présidence du doyen d'âge, le député JOHNSON André.

Par Ali SAMBA

Les discussions ont porté sur les articles 1, 2, 3, 8, 9, II, 12, 13, 17, 21, 26, 27, 34, 41 et 89 du Règlement intérieur.

A l'issue de l'étude particulière, les amendements proposés par la commission, ont été adoptés à l'unanimité des députés présents, notamment l'annualité du vote du Président de l'Assemblée Nationale, ce qui tranche radicalement avec tout ce qu'on a connu dans le passé.

Il est indiqué que c'est une proposition des députés Unir que certains élus de l'opposition ont cru accepter par solidarité. Tout de même, des interrogations subsistent quant à cette proposition des députés Unir. " On se demande s'il y a eu des couacs ou des antécédents dans l'ancienne législature précédente pour que



Une vue des parlementaires (photo archives).

nos collègues aillent dans ce sens " s'est interrogé un député de l'opposition.

Quoi qu'il en soit, la proposition a emporté l'adhésion de la plénière qui l'a voté à l'unanimité. Mais il faut souligner que certains craignent déjà une fragilité et une instabilité au niveau du poste du Président de l'Assemblée Nationale.

Une autre nouveauté, c'est le nombre requis pour la constitution d'un groupe parlementaire. S'il était de 1/10 dans l'ancienne

législature, ce qui équivalait à 9 députés, il est ramené à 1/25 pour cette nouvelle législature. 4 députés peuvent donc former un groupe parlementaire.

Les nouveaux députés ont émis le vœu qu'on tienne compte du genre dans la composition du bureau de l'Assemblée nationale, conformément à la configuration de la représentation nationale.

Il ne sera plus permis des absences répétées et injustifiées aux travaux en plénière ou en commission. Une retenue finan-

cière de 20 000 F CFA sera appliquée aux députés pour une récidive de trois(3) fois. Cette disposition aurait été initiée pour contrer l'absentéisme criard de certains élus observés lors des précédentes législatures.

Conformément à l'article 92 alinea 2 de la Constitution, toutes ses dispositions et d'autres contenues dans le Règlement intérieur seront soumises à la Cour Constitutionnelle pour contrôle de **constitutionnalité**.

POLITIQUE :

TIKPI ATCHADAM : "La crise reste entière et intacte (...) Donner à la lutte, ce qui lui manque"

La crise qui secoue le Togo depuis plus d'un an, "reste entière et intacte", malgré la tenue des élections législatives saluées par les chefs d'État de la Cédéao, a martelé Tikpi Atchadam, invitant les partisans de la coalition de l'opposition à "donner à la lutte, ce qui lui manque".

Tenues le 20 décembre dernier, ces législatives remportées par le parti au pouvoir avec 59 sièges sur le 91, ont été boycottées par la coalition de l'opposition. Les leaders de ce regroupement de 14 partis politiques de l'opposition, ont dénoncé des "irrégularités" dans l'organisation de ce scrutin, tout au long du processus.

Tous les observateurs internationaux notamment de l'Union africaine et de la Cédéao, ont salué la bonne tenue de ce scrutin.

"L'évaluation ou le bilan de la feuille de route de la Cédéao révèle que la crise reste entière et intacte. Dès lors, nous serons bien obligés de dérouler la déclaration de Tchamba jusqu'à son extrémité. Sur ce, la lutte continue", a lancé



Salifou Tikpi Atchadam, président du PNP

Tikpi Atchadam en exil, dans un message audio, abondamment relayé sur les réseaux sociaux.

"L'intervention de la Cédéao dans la crise est lourde et chargée de leçons pour tout acteur politique africain et pour tout observateur de la politique africaine. L'organisation sous régionale a joué sa partition dans la situation que connaît le Togo", a reconnu le président du Parti National Panafricain (PNP), accusant le

régime en place ne pas respecter les "recommandations édictées par la Cédéao".

A en croire ce dernier, "le moment est venu de donner à la lutte, ce qui lui manque : sa généralisation à l'ensemble du territoire national, sans exclusive. Toutes les villes, tous les villages doivent répondre aux rendez-vous".

"Sortons tous le 12 janvier 2019, mais comme toujours, les mains nues. Notre force, c'est le

nombre", a scandé M. Atchadam, avant de lancer : "Peuple en lutte, il revient à toi qui as tué le serpent, de lui couper la tête. Qui peut le plus, peut le moins".

"Nous n'avons pas de plan B pour la simple raison que nous n'en avons pas besoin. Nous avons toujours mis en garde le peuple en lutte contre la stratégie du pouvoir qui consiste à le tirer vers la violence, son terrain de prédilection. Résistez, résistez, résistez jusqu'au bout", a ajouté le président du PNP.

La coalition de l'opposition a appelé à une marche samedi prochain avant de la reporter au 26 janvier 2019 pour "condamner et rejeter le coup de force électoral du 20 décembre, condamner les répressions barbares des manifestations pacifiques, entraînant des morts et des blessés graves, exiger les réformes constitutionnelles, institutionnelles et électorales avant toute consultation électorale et la libération des manifestants et acteurs de la société civile arrêtés".

Source : Savoir News

Zozo

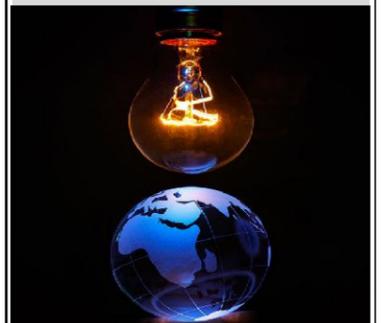
COOPERATION : FORMATION OPÉRATIONNELLE ET TECHNIQUE

Tout au long du mois de décembre, deux experts de l'antenne GIGN de Nantes et deux du RAID sont venus entraîner vingt gendarmes de l'Unité spéciale d'intervention de la gendarmerie (USIG) et vingt policiers du Groupe d'intervention de la police Nationale (GIPN) togolais, annonce lundi une note publiée par l'ambassade de France à Lomé.

Essentiellement opérationnelle et technique, cette formation a été marquée par un exercice de synthèse anti-terroriste à l'hôtel Sarakawa le en présence de nombreuses autorités civiles et militaires.

Cet exercice conjoint a permis de présenter le niveau technique atteint par ces deux unités spécialisées ainsi que leur aptitude à faire face à une tuerie de masse dans une action interservices coordonnée et complémentaire.

ECONOMIE : L'ÉLECTRIFICATION MONTE EN PUISSANCE



Le taux d'accès à l'électricité est passé à près de 45% en 2018. La Compagnie d'énergie électrique du Togo (CEET) tablit sur 50.000 raccordements ; elle en a effectué 65.000

La couverture était de 38,7% il y a un an. Du côté du hors-réseau, les chiffres sont également encourageants. Le principal opérateur privé off grid présent au Togo, le Britannique BBOX, assure avoir fourni 10.000 kits en zone rurale.

Le pays espère parvenir à un taux de couverture de 100% d'ici à 2030.

Nuptia
Ecranant-ciel

Organisation de voyage de noces
Reportage photo/vidéo Listes de mariage
Traiteur Dragées Cadeaux
Diners d'affaires Gala
Petit déjeuner d'affaires Célébration des naissances
Cocktails
Wedding cake Fleurs à gogo
Bouquets à domicile
Fêtes à thème Soirées VIP
Entertainment de vie de jeune fille / garçon Mise en beauté
Location de voitures

Soufflez... on s'en occupe!

France: (+33) 06 23 24 61 30
Togo: (+228) 90 19 50 80
(+228) 90 20 05 40

6 Melting pot

Zozo

CULTURE : LES LIMITES DU TOUT NUMÉRIQUE



Les jeunes seraient de mauvais lecteurs. Les chiffres sont là : ils lisent de moins en moins de livres et lorsqu'ils en lisent, quels livres entend-on régulièrement ! Oubliée la littérature classique qui fleurissait dans les bibliothèques ? Oubliées, les bibliothèques ?

La faute à qui ? La société de l'image et, plus récemment, du numérique avec le développement d'Internet, du wifi, des smartphones est souvent pointée du doigt.

Des inquiétudes sont exprimées : on craint un recul culturel ainsi que des difficultés pour les jeunes de se débrouiller dans la vie.

Face à ces affirmations, d'autres voix se font entendre : les jeunes lisent encore mais autrement et autre chose, le Net drainant avec lui de nouvelles pratiques de lecture. Certains soutiennent que la désaffection des jeunes pour la littérature est compréhensible, les livres qui leur sont proposés étant peu attractifs.

D'autres affirment encore que pour que les jeunes s'intéressent à la lecture, il faudrait qu'ils aient pu y prendre goût et, sur ce point, c'est au tour de la famille et de l'école d'être remises en question dans leur capacité à donner le goût de lire.

Le Togo dispose de nombreuses bibliothèques publiques ouvertes aux jeunes. A Lomé, on en compte plusieurs dizaines dotées de milliers de livres classiques et modernes.

Certes, l'affluence y est moindre qu'il y a quelques années, mais les lieux ne sont pas désertés, loin de là. Et les responsables pensent avoir trouvé la solution pour conserver leurs lecteurs en proposant des connexions WiFi sur place.

C'est bien, mais il ne faudrait pas que les bibliothèques se transforment en cybercafés dédiés aux jeux vidéos.

CULTURE : LES AMBASSADES DEVIENNENT DES CENTRES D'ART CONTEMPORAIN



L'Ambassade du Togo à Paris, en collaboration avec le Collectif des artistes plasticiens togolais en France, organise l'exposition 'Métamorphose' qui présente les œuvres de deux artistes togolais et d'un artiste marinaïquais.

En proposant une esthétique en mouvement, les artistes mettent en valeur la vision dynamique de la créativité et participent ainsi au mouvement de la vie.

Expo du 11 janvier au 28 février 2019 ; vernissage le 10 janvier à partir de 18h30 ; Ambassade du Togo ; 8 rue Alfred Rol 75017 Paris

Bonne Année
2019

La Banque Autrement
www.coris-bank.com

CORIS BANK
INTERNATIONAL

Ter

GROUPE BANCAIRE DE L'UEMOA*

Grâce à nos clients fidèles, à nos équipes mobilisées et à nos actionnaires engagés.
Merci à tous !

BÉNIN | BURKINA FASO | CÔTE D'IVOIRE | MALI | NIGER | SÉNÉGAL | TOGO

* En nombre de comptes
[Comptes bancaires UEMOA, Rapport annuel 2017]

BANK OF AFRICA
Groupe BMCE BANK

www.bank-of-africa.net



Appel aux exposants

DU **23 MARS**
AU **02 AVRIL**

LIEU: **TERRAIN DU
CEG ADIDOGOMÉ**



+228 91 16 9 249 / 90 73 80 10
BATIMENT COCONUT A AVEDI COCONUT



**MOUVEMENT GENERATION TOGO
(MGT)**

&

Partenaires

RENFORCEMENT DES CAPACITES

**Devenez les premiers élus communaux de l'ère
démocratique au Togo**

**« COMMENT LE DEVENIR ET COMMENT
ASSURER SON MANDAT AVEC
SUCCES? »**

**Nous donnons et les ressorts
et les stratégies pour...**

RENDEZ-VOUS DE LOME DU 25 au 26 JANVIER 2019

**Très prochainement à Notsè, Kpalimé, Atakpamé, Anié,
Blitta, Sokodé, Bafilo, Kara, Niamtougou, Maango et
Dapaong**

Inscription: 90298629 / 98572563 / 90857940

**MGT: nous préparons une nouvelle race
de citoyens**